



TRIONS AUJOURD'HUI POUR PROTÉGER DEMAIN

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU COMITE SYNDICAL  
SEANCE DU 09 DECEMBRE 2020

**Ordre du jour :**

- ⇒ Point n° 1 : Approbation du Procès-Verbal du Comité Syndical du 14 octobre 2020,
- ⇒ Point n° 2 : Audit financier - compte rendu avec M. Michel Klopfer,
- ⇒ Point n° 3 : Débat d'Orientation Budgétaire,
- ⇒ Point n° 4 : Réflexion sur l'élaboration de la grille tarifaire 2021,
- ⇒ Point n° 5 : Tarifs des déchèteries et quai de transfert
- ⇒ Point n° 6 : Modalité sur les remboursements des frais de déplacements aux agents.

**Questions Diverses**

\*\*\*\*\*

L'an deux mil vingt, le neuf décembre à 18h15, le Comité Syndical de l'USTOM du Castillonnais et du Réolais dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire de ses séances, après convocation légale, à la salle polyvalente de Massugas, sous la présidence de M. Christian Malandit-Sallaud.

Date de la convocation : 02 décembre 2020

Délégués en exercice : 39

Délégués présents : 36

Pouvoirs : 2

Secrétaire de séance : Fabrice MICHEL

Le quorum est atteint, le Comité Syndical peut délibérer valablement.

\*\*\*\*\*

**Communauté de communes de Castillon-Pujols :** ANGELY Jacques, BOURDIER Christian, DELONGEAS Jean-Claude, DUVAL Viviane, FAURE Charles, LAVIGNAC Marie-Claude, THIBEAU Daniel / **Communauté de communes de l'Entre Deux Mers :** BRIS Daniel, MALAMBIC Benjamin, MIQUEU Christophe, MOTHES Christophe / **Communauté de communes du Grand St Emilionnais :** MICHEL Fabrice (pouvoir de ALFONSO CHARIOL Agnès), GUIMBERTEAU Yannick / **Communauté de communes de Montaigne Montravel :** BOUTY Gilbert, GALLOT Christian (pouvoir de BOIDE Thierry), LAPEROUSAZ Patrick, MARTY Sylvain, REY Jean-Louis / **Communauté de communes du Pays Foyen :** BOUDENS David, GARCIA Miguel, GROSSIAS Mireille, LACHAIZE Yolande, MARGOUILLE Michel, TOULOUSE Brigitte, SAHRAOUI Marc, ROBERT Pierre, ROUBINEAU Jean-Pierre / **Communauté de communes du Réolais en Sud Gironde :** ARDOUIN Eliam, CHAMPAGNE Marie-Claude, DESPUJOL Michel, LABARBE Anne-Marie, LAMARCHE Alexandre, MALANDIT-SALLAUD Christian, MARTY Bruno, MERCIER Bastien, MONGET Oliver.

**Absents ayant donné pouvoir :**

**Communauté de communes de l'Entre Deux Mers :** LABORDE Thierry (pouvoir à MARTY Sylvain) / **Communauté de communes du Grand St Emilionnais :** ALFONSO CHARIOL Agnès (pouvoir à MICHEL Fabrice)

**Absents excusés :**

**Communauté de communes de Castillon-Pujols :** POIVERT Liliane.

M. Christian MALANDIT-SALLAUD, Président ouvre la séance à 18h15.

### Point n°1 : Approbation du Procès-Verbal du Comité Syndical du 14 octobre 2020

Le Président demande s'il y a des remarques sur le procès-verbal du Comité Syndical du 14 octobre 2020.

M Sylvain MARTY fait part de la demande de M BOIDE qui s'excuse de ne pouvoir assister au comité syndical et qui sollicite la modification de la phrase au point n°2 : « M. Thierry Boidé, Président de la CDC Montaigne Montravel, fait part de son incompréhension sur la non représentation de la CDC au sein du bureau de l'USTOM » par « M. Thierry Boidé Président de la CDC Montaigne Montravel, fait part de son incompréhension sur le fait qu'il n'y ait pas de Vice-Président de la CDC alors qu'il y en a 3 pour la CDC du Réolais »

et page 6 : « Par ailleurs, il émet une réponse favorable à l'étude de la demande de M. Boidé quant à avoir un représentant de la CDC au bureau »

par « ..... quant à avoir un Vice-Président de la CDC Montaigne Montravel et Gurson au sein de l'USTOM »

Aucune autre remarque n'étant soulevée, le procès-verbal, modifications prises en compte, est adopté à l'unanimité.

### Point n°2 : Audit financier -compte rendu de M. Michel KLOPFER

Le Président rappelle que le nouvel exécutif a sollicité un audit financier dès son arrivée, afin de faire un point sur la situation. Le présent document a été réalisé par le Cabinet Michel Klopfer, conseil indépendant.

Cette analyse est présentée en deux parties : analyse financière rétrospective et analyse financière prospective.

#### Analyse financière rétrospective :

L'analyse financière s'appuie sur les réalisations constatées aux comptes administratifs des exercices 2015 à 2019 et qui sont consolidés avec les comptes de la recyclerie en 2015 et 2016, étant entendu qu'en 2017 les comptes ont été rebasculés sur le budget USTOM.

Ce compte administratif 2019 est marqué par une extrême fragilité dans la mesure où l'épargne brute retraitée ne se situe qu'à 238.000 € une fois éliminés les produits de cession de 11.300 € et dont la contrepartie en coût de revient des biens cédés (9.000€) est une dépense d'ordre de la section de fonctionnement.

Le taux d'épargne brute est donc tombé à moins de 2,8% des recettes réelles de fonctionnement, ce qui est en soi un seuil critique, non pas tant au regard de l'amortissement de la dette (298.000 €) qui n'est pas couvert car l'épargne nette n'est pas en soi un critère normatif que de l'impossibilité budgétaire de financer les dotations aux amortissements qui se montent cette année là à 537.000 €.

#### Evolution de l'épargne brute :

Le principal déséquilibre a été occasionné en 2018, année où le contrat de prestation a été fortement réévalué occasionnant une division par trois de l'épargne brute. 2019 ne fait que prolonger la tendance et c'est en quelque sorte l'augmentation des frais financiers occasionné par un plus que doublement de l'encours de dette l'année précédente (de 2,5 à 5,4 M€) qui explique la plus grande partie de l'érosion supplémentaire de l'épargne.

Depuis 2018, le taux d'épargne brute est tombé au-dessous du seuil d'alerte ce qui était déjà le cas en 2015 mais à une époque où les investissements réalisés étaient marginaux et le stock de la dette 5,6 fois moins élevé qu'aujourd'hui au début de cet exercice.

Aussi bien en section de fonctionnement qu'en section d'investissement l'équilibre budgétaire n'est plus assuré :

- L'épargne brute ne couvre pas les dotations aux amortissements des immobilisations de l'USTOM
- Les recettes définitives de la section d'investissement (épargne brute + FCTVA(\*) + cessions) ne couvrent pas l'amortissement en capital de la dette

(\*) : Fonds de Compensation de la taxe sur la valeur ajoutée)

Cette déconnection entre le compte administratif et le budget est liée à un effet historique de stock qui a donné lieu chaque année à un double excédent de fonctionnement (2 à 2,5 M€) et d'investissement (2 à 3 M€ entre 2017 et 2019) ce qui permet d'équilibrer le compte administratif par un matelas qui a tendance à s'épuiser, avec une ponction de 2,5 M€ sur le fonds de roulement en 2019.

#### Difficulté croissante à équilibrer le budget :

La somme des décisions budgétaires de 2019 (BP+BS+DM) ménageait un virement de 1373 k€ en y intégrant les dépenses imprévues, alors même que l'excédent de fonctionnement légué par l'exercice 2018 était de 2005 K€ soit une impasse réelle de 632 k€ au stade du budget primitif.

En 2020, le BP, ne pouvant revendiquer à ce stade aucun excédent de n-1, n'a pu être équilibré (+231 k€ en y ajoutant les dépenses imprévues) qu'à la faveur d'une majoration de 1 M€ de l'appel aux communautés de communes, à l'inscription d'un amortissement de subvention figurant au compte de gestion (172,6 k€) et à une stagnation de tous les postes de charges à l'exception des dotations aux amortissements.

#### Les investissements :

En 2018, la forte réalisation d'investissements qui ne peuvent être financés par l'épargne brute, conduit à une brutale poussée de l'encours de dette qui fait plus que doubler. En 2019, face à la même pénurie d'épargne, un scénario identique d'endettement massif est évité à la faveur d'un prélèvement de la moitié du fonds de roulement, solution par essence non reproductible.

#### Hypothèses de perspectives :

Pour 2021, les hypothèses présentées lors des réunions du 24 novembre et du 2 décembre sont retenues pour ce qui concerne :

##### En dépenses :

- la majoration du contrat de prestation de 11,6% (revalorisation des coûts de traitement, indexation et vidéo) avec le maintien de la collecte estivale (200 k€),
- La majoration des frais de personnel de 7,8% (GVT, assurance statutaire et complément en année pleine des mesures intervenues en 2020,
- Un relèvement des achats et frais généraux de 25,2% liés à différentes rubriques de locations, d'AMO, d'outillage...

##### En recettes :

- Un maintien global des recettes des comptes 70 et 75, entérinant les chutes de revente et de recyclerie intervenues en 2020,
- Une répartition légèrement différente des subventions reçues (éco emballage, ADEME, CAE) pour un total peu différent de celui de 2020 (980 k€),
- 90 k€ de recettes définitives d'investissement sont prises en compte chaque année

Deux hypothèses sont prises pour ce qui concerne la revalorisation des tarifs à +18% et +22% avec le maintien en contrepartie de la collecte estivale, l'hypothèse de +15%, qui ne permettait pas de la maintenir, ayant été abandonnée.

Le Président remercie M. Klopfer pour sa présentation et demande à l'assemblée si il y a des questions.

M. Sylvain MARTY explique que cette situation est consécutive aux refus de l'assemblée de la précédente mandature à ne pas voter les augmentations nécessaires.

« Les charges sont devenues plus importantes que les recettes et les augmentations demandées ont toujours été refusées par l'assemblée et actuellement l'USTOM se retrouve dans une situation très compliquée comme en 2014. Aujourd'hui nous n'avons pas d'autre choix que d'augmenter fortement et il est bien regrettable de ne pas l'avoir fait plus tôt.

Les augmentations proposées actuellement sont insuffisantes compte tenu de l'état actuel de l'USTOM et aux charges qui vont arriver.

Des investissements au niveau des déchèteries et du matériel sont à prévoir (les déchèteries de Pineuilh et La Réole ne sont plus aux normes).

Il faut savoir que l'USTOM a besoin d'une épargne d'1M €, le manque d'investissement va entraîner des coûts de fonctionnement plus élevés et si on ne s'en donne pas les moyens nous aurons des problèmes de fiscalité ».

Le Président prend la parole en rappelant qu'en 2018 la proposition de 6% d'augmentation a été votée. En 2019 après de nombreuses discussions un vote à bulletin secret a eu lieu pour une augmentation de 5% au lieu de 15% demandée.

M. Sylvain MARTY fait remarquer que cette faible augmentation a privé l'USTOM de recettes suffisantes.

Le Président rappelle que lors de la mise en place de la grille les Présidents de CDC ont souhaité baisser la grille et ce n'était pas sa position.

M. Bruno MARTY, Vice-président, tient à préciser que dès 2012 il avait alerté que le passage à la redevance ne se passerait pas bien et avait sollicité un moratoire d'une année supplémentaire pour la mise en place. D'autre part, les investissements entre 2018 et 2019 auraient pu être étalés. « Aujourd'hui, on prend un syndicat qui a été mal géré, mais qui a subi une décision prise en 2012 d'un passage à la redevance incitative qui était à mon avis prématuré. J'ai rencontré le Secrétaire Général de Madame la Préfète et lui ai indiqué qu'aujourd'hui l'Etat prône le développement durable, que demander aux syndicats et collectivités des efforts est une bonne chose, sauf que les syndicats qui se sont mis à la redevance incitative très tôt sont ceux qui souffrent le plus actuellement. J'ai également mis en avant la TGAP: il pourrait y avoir des modifications au niveau du Gouvernement sur ce point et lui ai indiqué que nous sommes soumis à une énorme augmentation de la part de Véolia qui aujourd'hui, a le monopole ».

Un délégué souhaite connaître les raisons de l'abandon de la déchèterie de Saint Magne.

M Bastien MERCIER, Vice-Président responsable de sites, souhaite évoquer la partie des investissements. « Il nous est reproché d'avoir abandonné le projet de la nouvelle déchèterie de Saint Magne et je suis un des premiers à avoir revendiqué cet abandon parce que pour moi, il était en premier lieu mal placé, (en plein milieu de carreaux de vignes) et cet emplacement allait représenter un danger futur pour nos usagers, compte tenu des tourments dont sont victimes les agriculteurs par rapport à leurs traitements. En tant que viticulteur, il m'était inconcevable de détruire un vignoble qui aujourd'hui est assez bien placé et bien qu'il n'y ait pas de vignes à cet emplacement pour l'instant sa situation en zone AOC permettrait de faire un seul et même lot.

Par conséquent, le choix a été fait de préserver la déchèterie actuelle. Il faut savoir qu'avec les 1 700K€ prévus pour cette nouvelle déchèterie seuls 1 300K€ sont nécessaires pour mettre toutes les autres déchèteries aux normes.

Ensuite, au niveau des investissements, nous avons remarqué des véhicules achetés neufs qui font à peine 6 000km par an alors, qu'ils auraient pu être achetés d'occasion. Ce sont pleins de petits points, mais les chiffres sont là. Nous avons fait appel à beaucoup de sociétés de prestation et on s'aperçoit que pour tenir les objectifs d'investissements, nous sommes dans l'obligation de continuer.

De plus, nous réfléchissons à réaménager les déchèteries pour les faire durer un peu plus dans le temps, notamment par rapport aux professionnels sur Saint Magne et Pineuilh pour limiter leur dégradation.

Par conséquent, dans les investissements proposés au DOB ont été retenus des travaux que nous devons faire de suite, pour la sécurité de nos usagers notamment.

Il ne nous semblait pas nécessaire d'investir 1 700K€ dans une nouvelle déchèterie puisqu'il nous suffisait d'1 350K€ pour que l'ensemble puisse fonctionner en prenant en compte la partie Recyclerie dont la toiture menace de tomber sur les agents ».



M Christophe MIQUEU, Vice-Président, précise qu'il n'est pas spécialiste des déchets qu'il est un élu, Maire de Sauveterre de Guyenne, qui est très en colère de la situation qu'il trouve aujourd'hui après l'audit présenté ce soir. « En colère en premier lieu, car j'entends que la TGAP augmente et ne cesse d'augmenter, que c'est intenable et que cela conduirait les syndicats comme le nôtre dans le mur. Très en colère car Véolia est en train de nous racketter et conduit à une situation insupportable pour tous les syndicats du secteur qui fait que les ruraux paient pour les urbains. Je ne comprends pas comment Sylvain MARTY a pu mettre le syndicat dans la situation dans laquelle il est, en l'endettant à ce point, et en expliquant que ce serait du fait que certains n'ont pas voté les augmentations demandées. Mais je vous le dit, en tant qu'élu, je suis contre les augmentations, les administrés du territoire ne veulent pas d'augmentations de la grille, ils en ont subies pendant tout le mandat précédent cependant la situation actuelle nous contraint à augmenter, et je le fais, car la gestion précédente a été une gestion calamiteuse ».

M Yannick GUIMBERTEAU prend la parole et précise que toutes les discussions qui reviennent en arrière ne servent à rien, que tous les choix qui ont été faits sont des choix collectifs et non individuels, les augmentations, les travaux ont été votés donc « aujourd'hui il y a des besoins et compte tenu des difficultés, en dessous des 22% le syndicat n'y arrivera pas, donc si on est intelligents en 2021 ce sera 22%, car si on ne vote pas, on ira tous ramasser nos poubelles nous-même ».

Un délégué revient sur les travaux et précise qu'à l'arrivée de la mandature précédente rien n'était aux normes donc « il fallait bien faire les travaux et il fallait mieux les faire d'un coup plutôt que de revenir dessus plusieurs fois. Pour Saint Magne, vous avez pris la décision d'annuler le projet mais moi, j'y vais à la déchèterie et je peux vous dire que si on n'a pas de bottes on ne peut pas accéder. Alors, on va encore investir de l'argent pour la faire fonctionner, on va donc faire du rafistolage ».

Monsieur Bastien MERCIER reconnaît que Monsieur Sylvain MARTY a fait des investissements qui étaient nécessaires, c'est inéluctable par contre, on s'aperçoit aujourd'hui que sur Massugas, on n'est pas au niveau de ce que l'on devrait être aujourd'hui. On a actuellement 3 remorques qui déversent les OM et le tri et on s'aperçoit que cela ne suffit pas et que l'on est obligé de déverser sur les quais: donc, soit il n'y pas assez de rotations, soit il faudrait 1 quai supplémentaire ».

Monsieur Sylvain MARTY prend la parole en indiquant que cette remarque est complètement fausse « avec 3 quais vous avez largement assez, à Périgueux avec 100 000 habitants on a 3 quais et on ne déverse rien sur les quais c'est simplement une question de rotation, il n'y a pas besoin d'avoir un quatrième quai ».

Monsieur Bastien MERCIER reconnaît qu'au niveau de Saint Magne on peut envisager des choses mais il y a des priorités partout, notamment au niveau de la sécurité, donc si on met 1 700K€ sur Saint Magne où trouve t'on les 1 300K€ pour mettre le reste aux normes ?

Il faut savoir que nous avons des employés à la recyclerie qui travaillent dans des conditions difficiles (froid, eau qui coule sur la marchandise...) on a des camions en très mauvais état, donc je préfère prioriser ces travaux de sécurité plutôt que faire une nouvelle déchèterie.

Comme l'indique le rapport de M KLOPPER aujourd'hui nous n'avons pas d'aide, nous allons donc essayer d'aller en chercher, nous avons mis les services de l'Etat face à ses responsabilités en leur rappelant que le traitement des déchets est le premier acte écologique des citoyens, donc si on ne nous aide pas, on n'y arrivera pas.

Avec les membres de ma commission, nous avons privilégié le maintien des services plutôt que de prendre le risque de devoir fermer des déchèteries pour en avoir une neuve ».

Le Président précise qu'en ajoutant la viabilisation et les équipements, le projet de la déchèterie de Saint Magne se montait à 2K€. Quoiqu'il en soit, des décisions doivent être prises, nous sommes là pour assumer ce qui sera décidé par le Comité Syndical, on sait bien que toute augmentation n'est pas bien reçue mais ce n'est pas une augmentation de 5 % ou 10% proposée en 2019 qui aurait changé la situation.

Un débat s'ensuit, entre le Président et Monsieur Sylvain MARTY sur la gestion sous la mandature précédente, interrompu par M. BOUDENS, celui-ci indiquant que d'autres sujets étaient plus importants à traiter, qu'un retour en arrière.

### Point n°3 : Débat d'Orientation Budgétaire

Le Président présente le Débat d'Orientation Budgétaire, en expliquant que seront examinés tous les postes budgétaires en dépenses et recettes afin de faire un point sur la situation financière du syndicat, mais avant, il souhaite revenir sur les faits marquants de 2020.

« La COVID qui a entraîné des charges supplémentaires, l'absence de recettes, la DIRRECTE ayant refusé la prise en charge du chômage partiel de nos agents en droit privé. La mise en place du paiement de la redevance en 4 fois qui a entraîné l'augmentation de la masse salariale du fait de l'embauche d'une employée supplémentaire, le départ du comptable le 30 novembre, et la difficulté de recruter un remplaçant. Nous en sommes au 4<sup>ème</sup> depuis le début de l'année, les précédents n'ayant pas donné satisfaction, l'un deux avait omis de la collecte estivale dans le budget primitif et dans le budget supplémentaire. A noter aussi, l'installation des services dans les nouveaux locaux, le recours à la société PAPREC pour le broyage des déchets verts, nos matériels étant hors service, la mise en place de l'extension des consignes de tri, le lancement de l'étude sur les biodéchets, le lancement de l'étude de la collecte pour obtenir un comparatif régie/privé.

Le président signale que des courriers d'alerte ont été transmis à Madame la Ministre de la Transition Ecologique, Mme POMPILI, à Mme Fabienne BUCCIO, Préfète de Nouvelle-Aquitaine, au Président de Région ainsi qu'à Madame Nathalie Delattre, Vice-Président du Sénat, pour solliciter une dérogation du régime dérogatoire n°2 sans pour cela priver les CDC de dotation supplémentaire. Pas de retours à ce jour.

Pour 2021, le gel de l'augmentation de la TGAP a été demandé à la Ministre: cette demande a été relayée par Madame Nathalie Delattre. D'autres syndicats ont aussi fait cette demande, au niveau national. Le président signale aussi la poursuite de la baisse drastique de la revente des matériaux, l'augmentation exorbitante des coûts du traitement par VEOLIA, en situation de quasi monopole en Gironde avec les incinérateurs de Bègles et Cenon, le Centre d'enfouissement de Lapouyade. Le président précise que VEOLIA dans le marché que nous avons signé et négocié, nous inflige un coût de traitement à la tonne TGAP comprise, identique, que nos OM soient incinérées ou qu'elles soient enfouies. Le coût du traitement variant en fonction du montant de la TGAP, Le président a demandé à la Préfète, de vérifier la conformité de ce marché, comme l'ont fait 11 autres syndicats. En dernier point, le président fait valoir, que la COVID devrait entraîner une augmentation des impayés, situation qui risque fort de perdurer ».

Le président aborde les dépenses de fonctionnement :

#### Les Charges générales

Ce budget est en sensible augmentation . 1 230 964,37€ en 2021 contre 983 531,68€ en 2020.

« Encore une évolution due à l'impossibilité d'investir qui nous oblige à opter pour de la location. Par ex. Location d'une pelle en attendant la neuve. D'autres matériels sont obsolètes, un godet de chargeur usé, deux camions avec grue, qu'il va falloir remplacer,. Des devis de location sont en cours (70K€).

Il serait très bénéfique d'avoir un nombre de chauffeurs expérimenté, suffisant, bien rémunéré, qui prendrait soin des camions plutôt que d'avoir un turnover très important avec des intérimaires, comme actuellement, qui engendre un coût important de réparations.

A noter dans les dépenses, la mise en place de l'étude sur la collecte des biodéchets (21K€), des assistances à maîtrise d'ouvrage (40K) une prestation informatique (25K€).

#### Les prestations de service

Le 611 est en très forte augmentation : 6 104 993, 87 € en 2021 contre 5 470 324, 60€ en 2020.

Contrairement à 2020, l'article 611 ne tient pas compte de la collecte estivale, d'un montant de 200 000€. L'augmentation est essentiellement due à la hausse des tarifs de VEOLIA et de la TGAP (700 K€). Elle tient compte aussi, de la révision des prix des marchés, 100K€

A noter aussi, l'externalisation du traitement des déchets verts en année pleine (170K€) pour pallier la vétusté de notre matériel (crible et broyeur) hors d'usage, que l'on ne peut pas remplacer, l'augmentation des coûts de transport (30K€).

Le nettoyage des bornes est exclu (35k€) de ce chapitre.

### Les charges de personnel :

Le 012 passe de 2 191 489, 68€ en 2020 à 2 361 746, 12€ en 2021.

Au titre de 2020, sont à noter la charge annuelle d'un poste dédié à la mise en place du prélèvement (29k€), les augmentations liées au Glissement Vieillesse Technicité (GVT), des arrêts maladie (960 J) et COVID élevés, la rupture conventionnelle de 2 titulaires et ARE (42K€), le passage de 3 fonctionnaires en contrat de droit privé sous Convention Nationale des Déchets (CND, 15K€), le maintien d'un agent USTOM ancien détaché COVED mis à disposition du CDG (46K€), 4 CDD pour saisie de RIB en début d'année (9k€), la création d'un temps plein (sept-20) pour la livraison des bacs au domicile des usagers (25 K€) ».

Pour 2021, sont à prévoir, en sus de certaines charges supplémentaires 2020, l'augmentation liée au GVT des augmentations d'assurance statutaire (40K€). Pas d'augmentation d'effectif prévu. Un montant de 35K€ au titre des tickets restaurant est intégré dans ce chapitre.

Les frais d'intérim, initialement imputés au 611 sont basculés au 012.

les dispositifs au titre de l'emploi aidé sont incertains pour 2021.

Madame Anne Marie LABARBE demande si « le passage en régie ne permettrait pas de réduire les charges de personnel et de matériel. C'est dommage de payer des études alors que l'on sait que ce sera moins cher ».

Le Président explique que « l'on doit s'appuyer sur des études avant de prendre des décisions, l'étude est lancée il faut attendre le résultat ». On s'appuie aussi sur l'expertise de professionnels, comme Monsieur Bourdier que je remercie ici, pour nous aider afin de regarder si l'on peut faire des économies dans le secteur du transport».

Le président aborde ensuite

### les recettes de fonctionnement :

« Les recettes en dehors de la redevance incitative, sont celles des apports et des prestations, facturés sur le quai et les déchèteries, ainsi que sur la revente des matériaux en baisse drastique continue, les ventes de la recyclerie.

Si pour 2020, les recettes du parc et des déchèteries sont en ligne avec les prévisions, la situation est nettement moins favorable en matière de revente de matériaux qu'en 2018 (- 343K€ ) et 2019 (-250K€).

Dans tous les marchés, nous avons des chutes de prix : par exemple, l'achat de verre passe de 24€/T va à 13€/T,. Il va falloir trouver des opportunités, effectuer des changements au niveau de la facturation des déchèteries, c'est dans ce sens, qu'une nouvelle grille de tarification va vous être proposée.

La modification des tarifs, nécessaire et indispensable du fait de l'augmentation conjuguée du traitement et de la TGAP, pour les OM et les encombrants, nécessaire pour les déchets verts du fait de l'externalisation du broyage et du traitement, laisse entrevoir une augmentation de 147 000€ des recettes, non intégrés aux prévisions à ce stade. Cependant, un travail avec les communes devra être entrepris, notamment sur le broyage des déchets verts en commune pour réduire la rotation de nos camions.

Pour la recyclerie, les recettes sont incertaines compte tenu des effets de la pandémie.

Au titre de l'exécution 2020, les subventions CITEO ont augmenté (atteinte du critère de performance), de même que Eco TLC et Ecologic. On prévoit un montant identique pour 2021.

Les remboursements sur CAE ont baissé, mais pourraient être revus à la hausse (le remplacement de postes en 35h à la Recyclerie par des 20h, devrait augmenter les remboursements.)

S'agissant des recettes de redevance incitative, si les recettes 2020 sont supérieures à celles budgétées grâce à un meilleur recouvrement sur les années 2015 à 2017, ce supplément de recettes ne pèsera que sur 2020 :

pour 2021, un nécessaire réajustement de la grille est indispensable pour couvrir l'augmentation des dépenses et permettre le financement d'investissements complémentaires.

« Aujourd'hui seuls 220 000€ seraient disponibles pour l'investissement ; actuellement, il n'est pas prévu de virement de la section fonctionnement à la section investissement ».

Le Président demande si il y a des questions, pas de questions, il poursuit en présentant la vue d'ensemble.



## Vue d'ensemble budget 2020 et budget primitif 2021

SECTION DE FONCTIONNEMENT		Total Budget 2019	CA 2019	BP 2020	Total BP 2020 + BS +DM	Estimation BP 2021
DEPENSES						
011	Charges Générales	1 062 505,44 €	962 048,81 €	1 030 502,00 €	983 531,68 €	1 230 964,37 €
	Marchés de prestations et 611	5 386 227,25 €	5 283 958,37 €	5 213 570,00 €	5 470 324,60 €	6 104 993,87 €
	<b>Sous-Total 011 :</b>	<b>6 448 732,69 €</b>	<b>6 246 007,18 €</b>	<b>6 244 072,00 €</b>	<b>6 453 856,28 €</b>	<b>7 335 958,24 €</b>
012	Charges de Personnel	2 020 060,00 €	1 993 733,39 €	2 054 475,00 €	2 191 489,68 €	2 361 746,12 €
65	Autres charges de gestion courante	47 000,00 €	38 233,13 €	40 000,00 €	43 200,00 €	52 038,56 €
66	Charges Financières	113 830,13 €	106 478,41 €	100 668,55 €	92 168,55 €	99 358,33 €
67	Charges Exceptionnelles	10 000,00 €	2 313,58 €	2 000,00 €	32 000,00 €	15 000,00 €
68	Provisions pour risques et charges	100 000,00 €	0,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €
042	Dotations aux amortissements	545 817,60 €	545 552,19 €	720 800,00 €	713 300,00 €	738 741,40 €
022	Dépenses imprévues	30 259,42 €	0,00 €	20 000,00 €	30 000,00 €	20 000,00 €
023	Virement à la section d'investissement	1 241 052,36 €	0,00 €	211 151,25 €	1 438 909,74 €	0,00 €
<b>TOTAUX :</b>		<b>10 556 752,20 €</b>	<b>8 932 317,88 €</b>	<b>9 443 166,80 €</b>	<b>11 044 924,25 €</b>	<b>10 672 842,65 €</b>

  

RECETTES		Total Budget 2019	CA 2019	BP 2020	Total BP 2020 + BS +DM	Estimation BP 2021
74	CDC- appels Rf	6 353 964,00 €	6 650 715,86 €	7 350 267,00 €	7 350 267,00 €	
	SUBV. eco-emballages/Eco D03/Eco-folio/Eco-Mobilier	955 000,00 €	764 965,53 €	916 000,00 €	916 000,00 €	906 500,00 €
	Ademe	0,00 €	-600,00 €	21 000,00 €	21 000,00 €	17 500,00 €
	Remboursements sur CAE	52 499,59 €	54 699,88 €	41 663,92 €	41 663,92 €	57 002,40 €
<b>Sous-Total 74 :</b>		<b>7 361 463,59 €</b>	<b>7 469 781,27 €</b>	<b>8 328 930,92 €</b>	<b>8 328 930,92 €</b>	<b>981 002,40 €</b>
70	Produit des services dont facturations	906 553,53 €	857 368,65 €	687 800,00 €	582 450,00 €	553 315,60 €
042	Opération d'ordre	0,00 €	0,00 €	172 627,88 €	172 627,88 €	172 627,88 €
13	Remboursements sur rémunération	64 000,00 €	72 710,15 €	41 008,00 €	78 836,91 €	30 000,00 €
75	Autres revenus dont Magasin Recyclerie	203 800,00 €	212 223,67 €	202 800,00 €	177 800,00 €	202 001,00 €
76	Produits financiers	100,00 €	9,53 €	0,00 €	0,00 €	7,06 €
77	Produits exceptionnels	16 258,61 €	23 800,17 €	10 000,00 €	14 300,02 €	14 000,00 €
002	Solde cumulé reporté				1 708 152,02 €	
<b>TOTAUX :</b>		<b>10 556 752,19 €</b>	<b>8 635 893,44 €</b>	<b>9 443 166,80 €</b>	<b>11 044 924,25 €</b>	<b>1 952 953,94 €</b>

Hors ligne d'équilibre, la consommation des crédits 2020 est de 80 %.

Pour 2021, sous l'effet conjugué de l'augmentation des dépenses et de la diminution des recettes, 1370 000€ sont nécessaires pour équilibrer le budget de fonctionnement.

Le Président aborde la section d'investissement

Il détaille le prévisionnel des réalisations 2020 et des crédits à débattre pour 2021

	Budget 2020 + RAR	BS 2020 + DM 2020	TOTAL BUDGET 2020	REALISE Liquidé + Engagé	BP 2021	
					Priorités 1	Priorités 2
	Budget 2020 + RAR	BS 2020 + DM 2020	TOTAL BUDGET 2020	REALISE Liquidé + Engagé	Priorités 1 BP 2021	Priorités 2
Équipement Parc	0,00 €	270 000,00 €	270 000,00 €	248 604,29 €	26 500,00 €	
Équipement Transports	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	230 000,00 €	15 000,00 €
Petit équipements service exploitation	78 917,47 €	41 362,00 €	120 279,47 €	41 259,47 €		
Travaux déchetteries	122 400,00 €	10 774,00 €	133 174,00 €	66 223,05 €	118 600,00 €	124 000,00 €
Matériels de collecte	163 254,78 €	0,00 €	163 254,78 €	111 470,78 €	171 000,00 €	
Recyclerie	58 986,41 €	60 000,00 €	118 986,41 €	61 227,28 €	317 400,00 €	7 000,00 €
Massugas	583 177,03 €	2 167 625,42 €	2 750 802,45 €	641 428,87 €	35 000,00 €	
Saint Magne	207 023,67 €	0,00 €	207 023,67 €	147 773,67 €	115 000,00 €	20 000,00 €
Comm	48 637,58 €	-11 500,00 €	37 137,58 €	10 399,88 €	13 000,00 €	2 000,00 €
Divers	79 018,36 €	2 750,00 €	81 768,36 €	26 508,15 €	29 000,00 €	
	<b>475 780,00 €</b>	<b>2 625 836,83 €</b>	<b>3 882 426,72 €</b>	<b>1 354 895,44 €</b>	<b>1 055 500,00 €</b>	<b>168 000,00 €</b>



Il fait valoir qu'au regard du contexte financier, des arbitrages soient menés. Il expose qu'un dossier est en préparation pour répondre à un appel à projet de l'ADEME pour les travaux de la Recyclerie, (dépôt en avril), que dans le même temps il convient d'engager la réflexion sur la création d'une Recyclerie à la Réole avec un partenariat avec le SMICTOM et des associations.

Il rappelle que dans l'hypothèse d'un équilibre de la section de fonctionnement sans virement à l'investissement, une enveloppe maximale de 220 K€ serait disponible. Dans ce contexte, seules les dépenses de mises aux normes seraient envisageables dans l'immédiat.

SECTION d'Investissement		Total Budget 2019	CA 2019	BP 2020	Total RAR +BP + BS + DM 2020	BP 2021
DEPENSES						
16	Emprunts et assimilés	330 381,79 €	297 381,82 €	303 543,37 €	303 543,37 €	309 853,59 €
20	Immobilisations incorporelles	274 115,61 €	112 807,75 €	11 521,04 €	151 586,14 €	70 000,00 €
204	fonds de concours		0,00 €		0,00 €	
21	Immobilisations Corporelles	1 560 461,44 €	836 501,28 €	432 258,96 €	1 166 593,72 €	1 223 500,00 €
23	Immobilisations en cours (Opérations en cours)	4 401 934,87 €	1 570 556,11 €	32 000,00 €	391 621,44 €	
23	Immobilisations en cours (Opération à venir)	0,00 €	0,00 €		2 162 625,42 €	
27	Cautions et emprunts		0,00 €	0,00 €	10 000,00 €	14 000,00 €
041	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	235 000,00 €	233 697,00 €	59 213,62 €	59 213,62 €	0,00 €
042	Opérations d'ordre entre sections	0,00 €	0,00 €	172 627,88 €	172 627,88 €	172 627,88 €
020	Dépenses imprévues d'investissement	59 819,24 €			0,00 €	0,00 €
<b>TOTAUX :</b>		<b>6 861 712,95 €</b>	<b>3 050 943,96 €</b>	<b>1 011 164,87 €</b>	<b>4 417 811,59 €</b>	<b>1 789 981,47 €</b>
RECETTES		Total Budget 2019	CA 2019	BP 2020	Total RAR +BP + BS + DM 2020	BP 2021
10	Dotations et Fonds de réserve	0,00 €	0,00 €			0,00 €
040	Amortissements	545 817,60 €	545 552,19 €	720 800,00 €	720 800,00 €	738 741,40 €
16	emprunts et assimilés	1 500 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €	1 110 740,00 €	
23	remboursements sur retenues de garanties	79 351,41 €	79 351,42 €			
041	Opérations d'ordre entre sections	235 000,00 €	233 697,00 €	59 213,62 €	59 213,62 €	
021	Virement de la section de fonctionnement	1 241 052,36 €		211 151,25 €	1 438 909,74 €	
001	Excédent d'investissement reporté				1 088 148,23 €	
<b>TOTAUX :</b>		<b>6 861 712,95 €</b>	<b>878 600,61 €</b>	<b>1 011 164,87 €</b>	<b>4 417 811,59 €</b>	<b>738 741,40 €</b>

Le Président précise donc qu'il faut attendre le vote de la grille pour connaître le niveau des investissements futurs.

3 grilles seront proposées au point 4, sans modification des critères d'élaboration

- ✓ + 15 %, permettant juste d'équilibrer le budget de fonctionnement, sans collecte estivale et sans virement à l'investissement
- ✓ + 18 %, permettant d'équilibrer le budget de fonctionnement, sans maintenir la collecte estivale, sans virement à l'investissement
- ✓ + 22 %, permettant d'équilibrer le budget de fonctionnement, maintenir la collecte estivale et poursuivre des investissements de mises aux normes.

Les Présidents des CDC réunis sur demande du Président le 30 novembre, ont retenu l'augmentation de 22% de la grille avec le maintien de la collecte estivale et la poursuite des investissements.

Le président indique qu'une baisse de la TVA, de 10 % à 5,5 % est actée pour 2021 (courrier de la Trésorière Madame Benedetto), réduisant d'autant l'augmentation à appeler aux usagers.

Monsieur MARTY indique que ce n'est pas une certitude.

Madame BENEDETTO en convient.

Cette incertitude pour une mise en œuvre au 1<sup>er</sup> janvier et à un mois de la facturation est intolérable de la part des services de l'ETAT.

Le président précise ensuite que le Bureau réuni le 2 décembre, s'est positionné majoritairement sur la grille de 18% sans collecte estivale.

Avant de passer au vote, le président indique que nous avons des possibilités de recettes supplémentaires notamment au niveau des professionnels et des administrations, mais toutes ces pistes doivent être étudiées, travaillées en commissions et débattues en comité syndical :

- Suppression du P 0,5 : 36 bacs pro concernés et 25 bacs adm,
- Réévaluation de l'abonnement des professionnels : 1 392 concernés,
- Réévaluation de l'abonnement des administrations : 738 bacs concernés,
- Fusion des consommations de forfait des professionnels : - 4580 € / an,
- Appliquer la redevance incitative aux propriétaires pour pallier au turnover important notamment en centre bourg à charge au propriétaire de se faire payer (demande des Maires).

Un délégué souhaite savoir s'il n'est pas possible de faire un rapprochement entre les RAR envoyés.

Le Président explique que des actions sont déjà faites par la Trésorerie.

Madame BENEDETTO, Trésorière, précise que les poursuites sont à la charge du comptable, il n'est pas possible de faire des extractions par rapport à l'adresse de la personne. Un pôle de recette va être mis en place, des poursuites seront faites au fil de l'eau. Pour poursuivre il faut des fichiers précis, un travail étroit est fait avec l'USTOM, pour y parvenir. De plus, un nouvel outil d'HELIOS va permettre de faire des rapprochements avec le dossier fiscal.

Les Maires souhaiteraient connaître les usagers qui ne paient pas.

Madame BENEDETTO précise que c'est impossible, une extraction par collectivité est impossible.

Le Président rappelle que des conventions avec les communes sur le partage des données existe mais malheureusement, elle n'est pas signée par toutes les communes du syndicat. Ce travail de fiabilisation des fichiers est primordial car nous intégrons les documents transmis par les mairies.

Monsieur Bastien MERCIER fait remonter qu'actuellement les nouveaux arrivants ne viennent pas à la mairie pour se faire inscrire. Pourquoi ne pas se servir du recensement ?

Le président précise que les RAR s'élevaient au 30 septembre à 2 700€ au titre de 2019 et des années antérieures.

Aucune autre question n'étant soulevée,  
Le Président détaille les objectifs du mandat :

#### Pistes principales de travail et d'optimisation budgétaire :

- Projet photovoltaïque Rimons : 20 k€,
- AAP ADEME Recyclerie,
- Etude du passage en régie de la collecte en PAV et en PAP,
- Etude d'externalisation du service transport,
- En fonction des résultats, possibilité d'optimiser la gestion des bas de quai en simple poste,
- Etude bio déchets et déchets verts pour favoriser la gestion locale et diminuer les quantités traitées et les rotations,
- Objectif mandat : baisse de 30 % des OM (40% bio déchets encore présents), territoire exemplaire (dépôts sauvages),
- Développer le PAV OM sur certaines communes volontaires : Monségur et communes autour,
- Expérimenter la collecte robotisée sur une autre partie du territoire (se rapprocher du SEMOCTOM),
- Créer des partenariats avec les syndicats voisins,
- Agir sur les refus de tri : action communication,
- Agir sur les RAR = action Communication,
- Travailler en lien avec les communes pour optimiser la mise à jour du fichier, informer les usagers et être des relais de communication,

- Travail avec la COVED pour éviter la collecte des bacs inconnus ou blacklistés,
- Mettre en œuvre une convention avec la COVED pour le quai de transfert (répartition des fluides, entretien, réparation du matériel utilisé, etc...) et imposer un loyer,
- Tournée du camion de la recyclerie en commune pour collecter objets à réparer, à recycler...,
- Investir dans un ou des broyeurs, ou soutien aux communes qui effectueraient le broyage sur place,
- Rechercher des locaux sécurisés sur les communes ou nous avons des déchèteries pour éviter les vols et le vandalisme.

#### Amélioration de l'image de l'USTOM :

- Renforcer le service communication,
- Rénover le site internet,
- Amélioration du fichier usagers : traitement des NPAI au fil de l'eau. Ne pas maintenir des usagers décédés ou partis depuis longtemps,
- Eradiquer les pigeons à Massugas,
- Propreté des sites QT et déchèteries,
- Développer le partenariat avec les associations,
- Développer le suivi du compostage partagé.

Monsieur Sylvain MARTY intervient pour préciser que sur les 1M5€ manquants, la moitié est du fait de l'augmentation de VEOLIA : il préconise au Président de prendre contact avec la DGCCRF afin de dénoncer l'abus de position dominante. VEOLIA sait très bien que les amendes sont énormes donc, la discussion sera certainement plus facile. De plus, il attire attention sur la baisse de la TVA, la loi porte sur l'activité économie et la circulaire n'est pas sortie. La baisse ne concerne ni l'enfouissement ni l'incinération : il faut être très prudent avant d'appliquer la TVA à 5,5. Il préconise que l'USTOM se fasse aider par un avocat fiscaliste et de faire un rescrit afin de poser clairement la question.

Le Président remercie Sylvain MARTY pour ces remarques pertinentes et indique qu'il les mettra en œuvre. Il demande si d'autres questions sont soulevées par l'assemblée.

Le Comité syndical prend acte du débat d'orientation budgétaire pour 2021, ainsi que des conclusions de l'audit financier présenté en amont de ce débat.

#### **Point n°4 : Réflexion sur l'élaboration de la grille tarifaire 2021**

Le Président propose de passer au vote de la grille tarifaire 2021. Il demande à l'assemblée si certains élus souhaitent un vote à bulletin secret : pas de demande.

Il propose donc de procéder à un vote à main levée et demande si des délégués sont contre. Accord à l'unanimité pour un vote à main levée.

#### **Vote de la grille tarifaire 2021 à 22% :**

##### **Résultat du vote :**

Pour	: 03 voix
Contre	: 30 voix
Abstention	: 05 voix

⇒ Le Comité Syndical, à la majorité, ne valide pas la grille tarifaire 2021 à 22%

#### **Vote de la grille tarifaire 2021 à 18% :**

##### **Résultat du vote :**

Pour	: 23 voix
Contre	: 01 voix
Abstention	: 14 voix

⇒ Le Comité Syndical, à la majorité, valide la grille tarifaire 2021 à 18%



#### Point n°5 : Tarifs des déchèteries et quai de transfert

Le président rappelle que l'augmentation des coûts de traitement, de la TGAP, de l'externalisation du traitement des déchets verts entraîne une augmentation très importante des dépenses qu'il est proposé de couvrir par une réévaluation des tarifs d'apport en déchèteries et à Massugas.

Apport et traitement selon les flux	Tarifs au 1 janvier 2019		Tarif proposé par m3	Tarif proposé par t	Recettes estimées * avec nouveau tarif	
	Tarifs H.T.					
	/m3	/ tonne				
	En déchèterie	A Massugas			En déchèterie	A Massugas
Ordures ménagères	-	100€	-	220,00	-	39 600 €
Encombrants	23€	155€	42,00	220,00	124 320 €	134 640 €
Bois	7€	46€	33,00	173,00	14 784 €	14 255 €
Déchets verts	8,5€	57€	30,00	136,00	36 000 €	79 424 €
Total					443 023 €	

\* Dans ce scénario, le coefficient d'apport utilisé est de 0,8% - les tarifs 2021 sont comparables à ceux du SEMOCTOM établis pour ne pas faire concurrence aux privés.

Le Président demande si il y a des questions, pas de questions, il propose donc de passer au vote :

#### Vote des tarifs des déchèteries et quai de transfert :

##### Résultat du vote :

Pour : 25 voix  
Contre : 02 voix  
Abstention : 11 voix

⇒ Le Comité Syndical, à la majorité, valide les tarifs des déchèteries et du quai de transfert

#### Point n°6 : Modalité sur les remboursements des frais de déplacements aux agents

Tout agent qui se déplace pour les besoins du service hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale à l'occasion de son travail et/ou d'une mission, d'une tournée ou d'un intérim peut prétendre à la prise en charge de ses frais de transport et à des indemnités de mission.

Tout déplacement doit être préalablement autorisé par l'autorité qui choisit le moyen de transport le moins onéreux et, lorsque l'intérêt du service l'exige, le plus adapté à la nature du déplacement.

Par délibération du 15 octobre 2015, le Comité Syndical a validé l'autorisation de remboursements des frais de déplacements des agents de l'USYOM.

Or, depuis janvier 2020 les barèmes des montants des frais de transport, de repas et d'hébergement ont été modifiés ;

	NOUVEAU BAREME				ANCIEN BAREME			
*Type de vehicule	JUSQU'À 2 000 KM	DE 2 000 KM A 10 000 KM	APRES 10 000 KM	Repas	JUSQU'À 2 000 KM	DE 2 000 KM A 10 000 KM	APRES 10 000 KM	Repas
Véhicule de 5 CV et moins	0,29	0,36	0,21	17,50€ maxi	0,25	0,31	0,18	15,25€ maxi
Véhicule de 6CV et 7 CV	0,37	0,46	0,27		0,32	0,39	0,23	
Véhicule de 8 CV et plus	0,41	0,5	0,29		0,35	0,43	0,25	
Motocyclette	0,14				0,12			
Vélomoteur	0,11				0,09			

Pour l'hébergement, le parking et péage, remboursement au réel.

Le Président demande si il y a des questions, pas de questions il propose donc de passer au vote

#### Vote sur les modalités de remboursements des frais de déplacements aux agents :

##### Résultat du vote :

Pour : 38 voix  
Contre : 00 voix  
Abstention : 00 voix

⇒ Le Comité Syndical, à l'unanimité, valide les modalités de remboursements des frais de déplacements aux agents

L'ordre du jour étant terminé, le Président demande si il y a des questions. Aucune question, il remercie les délégués de leur participation.

La séance est levée à 22h00.

Le Président,  
Christian MALANDIT-SALLAUD

